

**CROISADE POUR LA JUSTICE SOCIALE : MORT EN GARDE-A-VUE,  
EMEUTE ET BAL A PALM ISLAND (UNE RESERVE DE PUNITION EN  
AUSTRALIE)<sup>1</sup>**

Barbara Glowczewski<sup>2</sup>

La recherche que je vais présenter aujourd'hui s'inscrit dans le contexte d'un programme international que nous venons de monter avec des chercheurs français, australiens et brésiliens sous le titre « Anthropologie de la perception : productions d'altérité par les médias, les sciences et les acteurs concernés ».

<http://www.ehess.fr/centres/las/pages/equipes/ant-perc-glow.html>

Nous cherchons à cerner la manière dont ces trois instances de discours – médias, sciences, acteurs - se servent des images pour fabriquer des différences. Les acteurs souvent revendiquent une altérité autre que celle que les médias et les sciences projettent sur eux. Je parle ici aussi bien des Aborigènes, des autres autochtones, que des acteurs des banlieues en France, ou toute population localisée, ou délocalisée, qui fait l'objet d'une stigmatisation médiatique, sociale ou politique.

Quelle est la place de l'anthropologue face aux contradictions qui surgissent souvent dans la présentation des faits tels qu'analysés par les médias, les sciences ou bien par les acteurs impliqués ? Je me suis faite l'avocate au cours des années de ce que j'appelle une anthropologie des réseaux, avec une approche réticulaire où il faut sans cesse changer de lieu pour examiner la configuration d'une situation sociale et la cerner comme dans une toile d'araignée. Les lieux d'observation de l'anthropologue sont plus que jamais définis aujourd'hui par le croisement des regards des différents producteurs d'images : médias, sciences ou acteurs.

Dans le contraste des positions d'énonciation, émerge des effets de sens et de non sens, qui peuvent parfois se cristalliser sur des injustices flagrantes qui éclairent des processus à la fois structurels et conjoncturels de discrimination.

---

<sup>1</sup> Conférence donnée au 25<sup>e</sup> congrès de l'ABA, à Goiania, Brésil, 15 Juin 2006 (Texte adapté)

<sup>2</sup> Laboratoire d'Anthropologie Sociale, CNRS.

Pour analyser ces discriminations, l'implication ne me semble pas simplement une question d'éthique – qui reposerait sur une compassion ou un phénomène d'identification avec les acteurs observés – il s'agit plutôt pour moi d'une question d'intégrité qui en vingt-sept ans de recherche est devenue presque existentielle : je ne peux pas continuer à faire de l'anthropologie s'il ne m'apparaît que ce travail d'investigation est utile. Ce que nous produisons comme anthropologues devrait servir aux acteurs concernés, avec lesquels un accord d'enquête – officiel ou officieux - doit être mis en place dès lors qu'on travaille ensemble. Il s'agit non pas tant d'anthropologie appliquée, mais plutôt d'un observatoire social de mise en alerte. La recherche anthropologique ainsi impliquée doit s'engager dans un débat avec toutes les disciplines qui s'appuient sur l'anthropologie passée - souvent un peu trop « hors temps » selon l'expression de Nicolas Thomas - pour construire leurs paradigmes. En troisième lieu, le travail d'investigation anthropologique devrait s'adresser à tous les publics dans le pays de l'observation ou ailleurs : nous avons tous besoin de multiples éclairages sur les situations locales pour pouvoir déplacer nos préjugés dans l'appréhension du global dans lequel nous sommes enserrés.

#### LE TERRAIN AUSTRALIEN : PROCESSUS DE CRIMINALISATION DES ABORIGENES

Je viens de passer 18 mois à Townsville, ville du nord-est de l'Australie, d'où partent de nombreux soldats australiens mobilisés en Irak ou comme gendarmes des conflits du Pacifique. 7000 soldats américains s'y sont aussi entraînés en 2005. A 20 minutes en avion ou 2 heures en bateau se trouve l'île Palm où résident quelque 3000 Aborigènes qui viennent régulièrement en ville faire leurs courses ou visiter leurs proches à l'hôpital ou en prison. Plus de 70% de la population incarcérée en ville est en effet aborigène : la plupart des prisonniers étant là pour des délits mineurs comme ivresse sur la voie publique.

Le 19 novembre 2004 sur l'île Palm, la mort en garde-à-vue d'un Aborigène arrêté quelques heures plus tôt pour ivresse provoqua une secousse médiatique et le soutien de personnalités internationales. La population de l'île se

réunit tous les jours sur la place publique avec l'espoir d'avoir une réponse sur l'autopsie de cette mort et qu'une procédure d'enquête soit entamée. Au bout d'une semaine, un rapport arriva et fut lu par la maire aborigène devant la population rassemblée : la victime était décédée d'un foie perforé avec quatre côtes cassées, blessures dues – selon la police - à une chute en cours d'arrestation. Les experts médicaux diraient plus tard qu'une chute ne pouvait expliquer la gravité de l'état de la victime. La maire qui annonçait cette nouvelle avait elle-même perdu son fils en garde-à-vue des années plus tôt sans que l'enquête ait jamais abouti. Des proches de la victime prirent la parole au micro pour demander justice. Un groupe en colère commença à marcher sur la station de police de l'île.

Cette marche fut aussitôt qualifiée d'émeute. D'après l'inspecteur appelé à témoigner à charge par la suite, elle regroupait environ 90 enfants, 60 femmes et une trentaine d'hommes qui se mirent à lancer des pierres sur le toit de la vieille baraque servant de station de police. Un incendie fut déclaré dans la maison d'un policier jouxtant la station de police. Des images tournées par les policiers à l'intérieur de la station de police les montrent pris de panique en train de charger leurs pistolets sous le bruit de pierres tombant sur le toit. Puis dans un cri affolé un jeune policier demande à son chef de ne pas aller dehors car il va se faire tuer. Or l'inspecteur venait d'accepter l'invitation à aller parlementer avec un homme aborigène, posté derrière la grille fermée de la cour de l'enclos de police. Dès que l'inspecteur sortit du bâtiment à sa rencontre, les pierres s'arrêtèrent de tomber.

Tous les témoins dirent à la barre qu'il avait suffi que cet Aborigène se tourne en tendant la main pour que tout le monde se calme. Il demanda que les policiers évacuent la station et quittent l'île. Les policiers quittèrent le poste de police qui s'était mis à brûler, et se replièrent vers l'hôpital sans réaction d'agression de la part de la population pour attendre un avion. Ensuite nous avons vu les images dans la salle du tribunal montrant les policiers marchant très tranquillement, pas du tout en train de courir comme lors des manifestations à Paris !

Dans l'heure qui suivit débarqua de Townsville une brigade d'intervention d'urgence en tenue de combat. Juste avant le lever du jour, alors que tout le monde dormait, une rafle fut organisée pour entrer de force dans les maisons de

certaines familles et arrêter dix-sept personnes. Les jours suivants, une centaine de dépositions furent sollicitées et d'autres Aborigènes arrêtés. Le paradoxe ici est que la capacité à obtenir le calme de celui qui parlementa avec l'inspecteur l'a transformé en bouc émissaire. Lors de son arrestation, il fut le seul à recevoir une décharge électrique de l'officier de la brigade d'intervention alors même qu'il était sorti de chez lui les mains en l'air sans aucune résistance. L'officier avoua lors des audiences au tribunal avoir été très surpris par la réaction de l'inculpé à la décharge électrique de son pistolet : il aurait du tomber sous la douleur et pourtant, il ne broncha pas.

Le procureur disposait de trois types de documents filmés que les accusés de l'émeute commentèrent au bénéfice de leurs avocats tout au long des audiences : 1) des images tournées par les policiers 2) d'autres prises sur le vif par une jeune Aborigène, 3) et des images tournées par la télévision. Pendant les audiences d'enquête, chaque témoin à charge devait lancer des cassettes vidéo sur un moniteur, les arrêter, les mettre en marche arrière ou avant au gré des demandes du juge, du procureur ou des avocats qui recevaient leurs instructions des accusés eux-mêmes à la recherche de visages et de lieux dont ils s'agissait de décrypter la signification au regard des autres indices. A force de revenir sur ces images, les témoignages des témoins à charge se trouvaient souvent démentis et les accusés en ressortaient partiellement innocentés, suscitant la sympathie de la salle notamment grâce à leur humour. Bien des interrogatoires révélèrent que les témoins à charge ne s'exprimaient pas de la manière un peu précieuse dont étaient rédigées leurs dépositions. Les avocats des émeutiers mirent ainsi en doute les conditions dans lesquelles ces dépositions avaient été recueillies et signées. Quelques témoins à charge demandèrent à relire leurs dépositions – qui avaient été faites soit le lendemain de l'émeute (trois mois avant l'audience) soit plus récemment – mais ils s'empêtrèrent aussi dans des contradictions et furent accusés en retour par les avocats de la défense d'être tout simplement en train de mentir. Ainsi tel témoin à charge qui déclarait n'avoir pas participé à l'émeute apparaissait sur l'écran grâce à un arrêt sur l'image de la foule de l'émeute. Un autre témoin dénonçait un accusé habillé d'un tee shirt jaune, or le film montrait que cette personne ce jour-là avait un tee shirt rouge, etc. Les images tournées par

la jeune Aborigène suivent une foule de gens dans les rues du village de l'île en train d'observer la station de police en feu : un groupe d'Aborigènes s'agite autour de la voiture de pompiers pour essayer de l'éteindre, mais n'y arrivent pas car le tuyau d'arrosage n'a qu'un maigre filet d'eau. Une fuite n'avait pu être réparée dans la matinée. Ni les images du journaliste, ni celles des policiers ne montrent un Aborigène en train d'allumer l'incendie qui détruisit la station de police. Aucun des 90 témoins à charge de l'émeute ne désigna non plus un responsable.

Il est significatif que des images mobilisées par le procureur comme pièces à conviction pour prouver la culpabilité des suspects s'avèrent plaider plutôt à décharge. Le défi ici est d'analyser et comprendre le statut de vérité des enregistrements que chaque auteur d'images et leurs interprètes, aborigènes ou non, y projettent. Interrogés au tribunal sur leurs actions, les policiers apparurent comme dépassés par les événements, manquant de sang froid et de professionnalisme. Ce diagnostic fut confirmé lorsque fut mise en place une enquête coronaire sur les conditions de la mort en garde à vue. Les responsables de la brigade d'intervention qui effectuèrent les arrestations des émeutiers des heures après l'émeute, avouèrent au tribunal que leur arrivée et intervention sur l'île n'était pas vraiment justifiée.

L'examen de la mort en garde-à-voir mobilisa là encore des images : la caméra de surveillance installée dans la cellule a filmé les 20 minutes d'agonie de la victime allongée sur le sol. Le policier responsable de l'arrestation entre et donne un coup de pied dans la victime pour vérifier son état puis il sort paniqué sans penser à faire une respiration artificielle car – de son aveu – il n'aurait pas été récemment entraîné à le faire. D'après le médecin convoqué dans la cellule, l'intervention auprès de la victime pendant ces minutes cruciales aurait permis peut-être de la sauver. L'enquête a été interrompue pendant des mois pour examiner le dossier antérieur de ce policier – des dizaines de plaintes - et a repris en avril 2006. Ce cas pourrait créer un précédent : aucun policier en Australie n'a encore été inculpé pour violences.

Townsville a connu une affaire de Ku Klux Klan, avec des soldats mettant en scène une photo humiliante dans la presse et des propos dégradants sur un site

Internet. Des Aborigènes sont régulièrement victimes d'abus : un jeu adolescent consiste par exemple à accélérer en voiture au passage d'Aborigènes. Un jeune lycéen a ainsi été écrasé et le conducteur n'a pris que quatre mois de prison : la famille de la victime vient de créer la fondation Wyle pour agir en faveur du respect des droits humains. Dans ce climat de tensions raciales, beaucoup de communautés aborigènes se retrouvent aujourd'hui dans un état de délabrement insoutenable : dépression, alcoolisme, drogues diverses, inhalation d'essence par les enfants, bagarres et viols. L'autodestruction atteint des proportions alarmantes tant par les maladies, les suicides que les violences contre les proches. La réponse des différents services gouvernementaux – particulièrement au niveau de la santé, de l'éducation, de la police et de la justice - est souvent inadéquate et en crise. La police est régulièrement suspectée d'abus et d'autres enquêtes judiciaires suite à des dizaines de morts en garde-à-vue n'ont pas abouti.

L'inflation d'injustices sociales s'inscrit dans une longue et douloureuse histoire coloniale qui montre que les Aborigènes ont souffert et pour certains continuent de souffrir un véritable génocide.

#### CONTEXTE HISTORIQUE DE LA COLONISATION AUSTRALIENNE : TERRES SPOLIEES, GENERATIONS VOLEES (STOLEN GENERATIONS)

Quand les colons anglais sont arrivés il y a deux siècles, tout le continent australien était occupé par des Aborigènes. Il est difficile d'évaluer leur nombre – les spécialistes hésitent entre 500 000 et trois millions - car ils furent très vite décimés sur les côtes à la fois par des épidémies et les violences du contact. Au début du siècle, on estimait qu'il n'y avait plus que 60 000 Aborigènes. Aujourd'hui la croissance démographique a retrouvé le chiffre de 500 000, soit 2% de la population totale. C'est moins qu'au Brésil car ces 2% comprennent tous les descendants d'Aborigènes déclarés soit de très nombreux métis, qui du fait de l'histoire coloniale s'identifient comme Aborigènes. L'espérance de vie est très courte et la mortalité infantile choquante par rapport à la bonne santé des Aborigènes relevée par tous les observateurs du siècle dernier.

Les Aborigènes du désert ont connu des vagues successives de sécheresse qui les ont poussé à se réfugier auprès des mines ou des fermes installées sur leurs meilleures terres. Beaucoup d'explorateurs doivent leur survie au savoir de guides aborigènes. L'industrie du bétail a entièrement reposé sur l'usage des stockmen (cowboys) aborigènes qui ont appris à monter à cheval et savaient survivre en brousse. Les groupes aborigènes voyant leurs points d'eau menacés par le bétail, ont essayé d'empêcher les bêtes de boire leur eau. En représailles d'un boeuf tué à la lance, des familles entières furent tuées. Massacres, empoisonnement des sources à l'arsenic, viols systématiques, enfants décervelés, tortures et abus de toutes sortes abondent dans les archives de la colonisation. Il y eut quelques tentatives de résistance armée, mais que pouvaient les lances contre les fusils ?

Contrairement aux autochtones de l'Amérique du Nord, aucun traité ne fut jamais signé avec les Aborigènes. L'Australie avait été déclarée *Terra Nullius*, « vide d'habitants », les Aborigènes relégués au titre de la faune et de la flore étaient traités pires que des animaux. Ils n'eurent pas accès aux armes importées par les colons, et leur petit nombre les rendit très vulnérables. Tués, déportés et enfermés dans des réserves, ils ont subi un régime de camp de détention sous l'égide de missionnaires (de toutes obédiences) ou d'administrateurs laïques qui pendant des décennies ont étouffé à la base toute tentative de gouvernance notamment en séparant les enfants des parents pour qu'ils n'apprennent pas la langue et ne soient pas initiés aux lois de leurs ancêtres.

Les hommes qui avaient tenté de résister – ou simplement semblaient de bonnes recrues pour les travaux forcés - étaient enchaînés les uns aux autres par le cou et déportés dans des bagnes aménagés dans des îles. A la fin du XIX siècle, des cérémonies secrètes transmises de groupe en groupe sous forme d'initiation ont tenté de répondre par des moyens magiques à la dépossession et à la destruction de leurs sociétés. Les Aborigènes ont par exemple intégré dans leurs rituels certains effets du contact – la déportation, le vol des enfants ou encore l'arrivée de nouveaux produits de consommation comme le fer, la nourriture emballée, etc - pour redéfinir leur Loi et trouver des stratégies de résistance qui prennent à témoin leurs ancêtres.

Après une longue histoire de grèves (dès les années 1940) et de mouvements de lutte contre les discriminations raciales, le referendum de 1967 a donné le droit de citoyenneté aux Aborigènes autorisant leur sortie des réserves et le droit d'être payés un salaire. En 1976, le « NT Land Rights Act » permit à de nombreux groupes du Territoire du Nord de revendiquer leurs droits fonciers en justice et de récupérer des terres où ils ont installés des campements saisonniers (outstations). Ce retour à la terre a provoqué un élan extraordinaire dans les années 1980. Il semblait alors – je commençais juste mes recherches anthropologiques dans le désert central – que les Aborigènes allaient enfin pouvoir être maîtres de leur destin.

L'enthousiasme retomba en dix ans avec une série de mesures dites de « self-determination » qui étaient en fait des pièges obligeant les conseils aborigènes à dépendre de plus en plus de l'argent de l'Etat et de sa bureaucratie qui imposait une gestion complexe avec des suivis de compte avec plus d'une quarantaine d'agence de financement, et des normes gouvernementales qui paralysaient la plupart des décisions prises par les Aborigènes et la liberté de leurs actions. Les Aborigènes qui avaient travaillé comme instituteurs communautaires dans leurs langus n'avaient plus le droit d'exercer car ils pas les diplômes reconnus par l'Etat. Les femmes ne pouvaient plus accoucher dans les communautés car elles devaient aller à l'Hôpital en ville. Les familles ne pouvaient plus construire leur maison, réparer la plomberie car il fallait suivre de nouvelles normes qui n'étaient alors maîtrisées que par des ouvriers spécialisés non aborigènes. Toute une génération se trouva ainsi complètement niée dans le savoir qu'elle avait appris. Elle fut paralysée par des allocations que les Aborigènes appellent avec humour « l'argent pour rester assis ». Leurs enfants se sont retrouvés face à la télé et des programmes de formation jamais aboutis faute d'éducateurs.

Les années 1990 ont pourtant connu trois démarches très positives impulsées par des activistes aborigènes et non aborigènes. D'abord, en 1992, la victoire d'Eddie Mabo de l'île Mer dans le détroit de Torres qui – après dix de procès – gagnait la reconnaissance de la propriété de ses terres ancestrales : cette

décision en Haute Cour a invalidé le principe de « *terra nullius* », et permit la reconnaissance à l'échelle de tout le continent de ce qui fut appelé le « Native Title » ou « titre foncier indigène ». La Loi Mabo (Act) de 1993 a alors établi un Native Title Tribunal pour étudier cas par cas les demandes de revendications foncières effectuées sur ce principe : plus de mille ont été déposées. Treize ans plus tard, seule une poignée a été acceptée.

En 1992 se terminait aussi les longues enquêtes de la longue *Commission Royale sur les Morts en garde-à-vue*, des centaines d'Aborigènes emprisonnés ont en effet perdu la vie dans des circonstances suspectes ou par suicides en cellule. 339 recommandations définies par des groupes de travail aborigènes à tous les niveaux de la société ont proposé de réformer par des mesures très simples aussi bien les prisons, la justice la santé que l'éducation mais très peu de ces propositions ont été appliquées sauf pour construire de nouvelles prisons plus chics où les détenus – enfermés la plupart pour alcoolisme - ont le droit de regarder la télé mais toujours sans suivi pour sortir du cercle infernal de l'autodestruction. Les recommandations proposées pour remédier au traumatisme collectif qui a touché toutes les familles ont beaucoup de mal à être appliquées faute non seulement de financement mais surtout d'inefficacité. Au constat par exemple d'une absence de psychothérapeutes et psychiatres dans le Kimberley, on a installé un système de vidéo-conférence pour que les Aborigènes en souffrance mentale puissent être « diagnostiqués » en « dialoguant » avec deux ou trois spécialistes connectés par écran depuis Perth, Sydney ou Melbourne. Un exemple d'inadéquation entre la demande d'écoute et de droits humains et la réponse bureaucratique.

En 1995, la *Commission royale sur les Générations Volées* (Stolen Generations) publia le rapport « Bringing them Home » dont les poignants témoignages allaient changer l'image que les Australiens eux-mêmes avaient de leur pays. Des milliers de témoins ont rapporté leur histoire : comment eux-mêmes, leurs parents ou grands-parents avaient été retirés à leurs propres parents et internés de force dans des orphelinats où on leur assénait que leurs origines aborigènes étaient à oublier car l'éducation tribale était mauvaise. Un grand nombre d'enfants de ceux qui avait été enlevés – et auxquels on avait fait croire

soit que leurs mères n'en voulaient pas, soit qu'ils n'étaient pas aborigènes - ont alors commencé à chercher leurs familles : certains allèrent vivre dans des communautés reculées où ils furent accueillis souvent à bras ouvert mais non sans subir toutes sortes de pressions pour servir d'intermédiaires avec la société non aborigène. Un long processus dit de « healing » collectif, « guérison » commença alors. En témoigne par exemple, le livre autobiographique de Doris Pilkington et Nugi Garimara, qui fut à l'origine du film « *Rabbit Proof fence* » sur la traversée du désert dans les années 1930 de trois jeunes filles déportées en institution qui s'enfuirent pour retrouver leur famille. Mais en 2000, le premier ministre Howard a refusé le pardon à ces « Générations volées » victimes de la politique systématique de retrait des enfants aux parents entre 1905 et 1970. Des manifestations de soutien aux Aborigènes ont eu lieu un peu partout en l'an 2000, mais depuis le gouvernement a renforcé des mesures refusant la reconnaissance de la spécificité des besoins historiques et culturels des Aborigènes. En mai 2006, des discussions parlementaires ont même suggéré de recommencer à retirer les enfants à leurs parents du fait de la désintégration sociale de nombreuses communautés et des violences familiales.

L'espoir de sauvetage que symbolise la Loi traditionnelle est toujours prégnant dans les communautés qui pratiquent les rituels. Mais la structure sociale qui permettait aux anciens de faire fonctionner cette Loi a été tellement tordue par les interventions gouvernementales et le racisme ambiant que les communautés se retrouvent aujourd'hui dans un état de délabrement insoutenable. La dépression touche toutes les générations à un tel point que la majorité sombre dans l'alcool et les drogues diverses – notamment le « sniffage » de l'essence ou de la peinture à Chrome par les enfants. L'autodestruction atteint des proportions alarmantes tant par les maladies, les suicides que les violences contre les proches, notamment des abus sexuels sur les enfants, un problème qui touche aussi d'autres populations non aborigènes.

La réponse des différents services gouvernementaux – particulièrement au niveau de la santé, de l'éducation, de la police et de la justice - est complètement inadéquate et en crise. On préfère mettre les gens en prison plutôt que d'essayer d'écouter ce qu'ils essaient de dire. Beaucoup de prisonniers sont mentalement

très affectés mais ne reçoivent aucun suivi psychologique bien qu'ils le demandent. La police est constamment suspectée d'abus et de fait d'innombrables enquêtes judiciaires suite aux nombreuses morts en garde-à-vue démontrent la violence des traitements de la police qui n'est pas formée comme il faut pour ce genre de situation, et dont la corruption de certains semble intouchable. Lorsque l'autorité publique – la police, le gouvernement ou même les hôpitaux - est décrite comme corrompue dans tous les médias australiens, on ne peut guère s'étonner que la grosse machine de service publique financée à coups de millions pour représenter les Aborigènes ait, après quinze de fonctionnement, complètement imploré dans les scandales et les abus. L'Aboriginal and Torres Straight Islander Commission (ATSIC), qui regroupaient quinze conseils régionaux aborigènes élus, a été tout simplement fermé par le gouvernement en 2004, comme une chirurgie consistant à couper la tumeur sociale, en oubliant les ramifications vitales. La suppression d'ATSIC, en dehors du transfert de certains fonctionnaires vers les agences mainstream, a mis au chômage beaucoup d'Aborigènes et surtout supprimé tous les élus : il n'y a donc plus d'organe de représentation aborigène. Les militants ont répondu par un appel à former de jeunes leaders, certains rejoignent les partis politiques, d'autres proposent de former une coalition (voir site web de Australians for Native Title and Reconciliation, ANTAR : <http://www.antar.org.au/>).

A la fermeture d'ATSIC, le gouvernement a lancé l'an passé le principe des « *Shared Responsibility Agreements* », accords dits de responsabilité partagée, communauté par communauté. Parmi les centaines de communautés concernées, une quarantaine avaient signé à la fin de 2005, par exemple en Australie de l'ouest, Mulan a accepté de « laver les enfants tous les jours en échange d'une station d'essence » et Balgo s'est engagé à « envoyer les enfants à l'école pour avoir une piscine » (no school, no pool). Ces accords dénoncés comme paternalistes répondent à des années de tentatives des Aborigènes locaux pour alerter le gouvernement sur leurs dysfonctionnements respectifs, mais la réponse repose pour l'instant plus sur un deal symbolique que sur une solution de fond.

En 2006, la stratégie gouvernementale a à nouveau changé : une loi va autoriser la propriété privée sur les terres communales. Face aux violences et dysfonctionnements sociaux, les politiques préconisent de vider les communautés de leurs habitants pour les transférer dans les villes. La mesure s'accompagne de l'arrêt des financements de la plupart des programmes favorisant le développement des cultures aborigènes – un rapport vient par exemple de recommander l'arrêt de l'enseignement des langues aborigènes. En réalité, il s'agit souvent de permettre un développement touristique ou minier dans des zones reculées en se débarrassant de la population locale. Comment un gouvernement peut-il justifier cet ethnocide alors que l'Australie se vend à l'étranger en promouvant son image par l'art des Aborigènes ? La reconnaissance de l'art des premiers Australiens comme héritage national serait-il corolaire de la mort des sociétés qui le créent ? C'est un défi que les pouvoirs dominants adressent aux descendants de tous les patrimoines hérités de la colonisation. En tant qu'anthropologues nous avons une part de responsabilité dans la manière dont aujourd'hui les peuples d'origine de tous ces créateurs peuvent ou non exprimer et vivre leurs droits à la parole et à l'action pour reprendre en main leur destin.

Pour situer notre problématique aujourd'hui, je rappelle que si les Aborigènes constituent moins de 2% de la population australienne, ils représentent 40% du marché de l'art australien, des oeuvres extraordinaires qui sont depuis une vingtaine d'années utilisées comme une image identitaire de toute l'Australie. Or pour les Aborigènes, ces oeuvres constituent de nouvelles formes de reconstruction historique et identitaire qui sondent le passé colonial et les racines de la culture. Les fameux peintres du désert ou de la Terre d'Arnhem ont fait connaître dans le monde l'importance de leur attachement à la terre et à leurs ancêtres du Dreaming. Les artistes urbains travaillent quant à eux sur la génération volée – un enfant sur 5 retiré à ses parents entre 1905 et les années 1970- la lutte pour les droits territoriaux, les discriminations raciales, souvent avec une esthétique enracinée et beaucoup d'humour.

UNE RESERVE DE PUNITION DEVENUE UN LABORATOIRE SOCIAL :  
« SALAIRES VOLES » (STOLEN WAGES) ET DISCRIMINATIONS  
RACIALES

Les Aborigènes se présentent sous leur nom de peuple qui est souvent le nom de leur langue – il y en a plus de 200 en Australie : comme Yawuru à Broome, Ngarinyin dans le Nord Kimberley, Walmajarri ou Kukatja dans le désert de l’ouest. Dans certaines régions, des groupes de langues différentes s’identifient par des noms régionaux : Koori pour le sud-est (Sydney, Melbourne), Murri pour tout le Queensland (Brisbane, Cap York), Nyoongar pour le sud-ouest (Perth), Yapa dans le désert central. Le terme « Aborigène » (Aborigène comme nom propre) est venu subsumer tous ces termes et s’est accolé au terme « Torres Strait Islanders » qui englobe tous les autochtones des îles australiennes du détroit de Torres situé face à la Nouvelle Guinée, Mélanésiens installés là depuis plusieurs milliers d’années. Récemment la plupart des institutions aborigènes et TSI ont été renommées “Indigenous Australians”. Si dans la plus petite des communautés la revendication d’une identité locale est souvent mise en avant, c’est toutefois au nom de la citoyenneté australienne, que les Aborigènes revendiquent la justice sociale face aux politiques gouvernementales.

Beaucoup d’Aborigènes sont convaincus que la reconnaissance de l’histoire et la justice sociale sont la condition non seulement pour une réconciliation nationale, mais surtout pour surmonter les problèmes sociaux dans un processus collectif et thérapeutique. La journée nationale aborigène est baptisée « Sorry day » (Jour de désolation). Sorry en anglais veut dire « je suis désolée » mais dans l’univers aborigène on dit aussi « sorry business » pour parler des cérémonies funéraires et de toutes les pratiques qui doivent accompagner la suite d’un décès, un processus rituel de deuil qui peut durer pendant des années. Donc le « sorry day » commémore l’histoire douloureuse, le deuil des générations passées victimes de la colonisation. La notion de « sorry » comme pardon est par ailleurs devenue une revendication très symbolique en l’an 2000, parce que, lorsque le premier ministre a refusé de dire « sorry » (pardon) pour l’histoire coloniale, des milliers de gens ont manifesté leur soutien aux Aborigènes. A noter que le même refus de pardon s’est reproduit en 2005 à l’occasion de la découverte

de plus 200 Australiens enfermés par erreur dans des centres de détention pour réfugiés sans papiers. Un lobby aborigène a décrété l'an passé qu'il était temps face au blocage gouvernemental d'affirmer une position de sujet contre la stigmatisation victimaire qui semble paralyser l'action aborigène : ils ont proposé de remplacer le nom de la journée nationale aborigène en « Healing day » (Jour de guérison).

A ce jour l'autodétermination politique, économique et sociale des Aborigènes est souvent sapée par les mesures gouvernementales et les intérêts privés. Lors de l'inauguration d'un programme de criminologie à l'Université de James Cook en août 2005, Chris Cuneen a rappelé que le représentant du gouvernement australien à Genève a insisté il y a quelques années pour que dans la charte des droits autochtones, à laquelle une délégation aborigène participe depuis 1974, le terme « self-determination » adopté par les autres autochtones du monde soit remplacé par « self-management », l'Australie refusant d'accepter une souveraineté aborigène. Mais alors que signifie la « self-governance » de la dernière mode bureaucratique : apprendre à être un bon PDG, en « gérant » sa communauté – voire sa famille – comme une entreprise (business corporation), plutôt que de retrouver la liberté de vivre en collectivité impliquée par le « self-empowerment » ? L'avenir est inquiétant : les Aborigènes sont peut-être simplement le symptôme de ce qui menace un grand nombre d'humains sur cette planète. Il ne faut pas s'étonner qu'ils soient en colère.

La mort en garde-à-vue d'un Aborigène suivie d'une révolte de 200/300 personnes sur une petite île australienne le 26 novembre 2004 aurait pu rester un fait divers s'ajoutant aux centaines de morts en garde-à-vue ou en prison qui jalonne l'histoire criminelle australienne des vingt dernières années. Il se trouve que ce fait a pris une autre proportion à la fois symbolique, sociale et politique. En effet, les acteurs de ce mouvement descendent d'hommes, de femmes et d'enfants qui y ont été déportés en étant capturés aux 4 coins du Queensland dans des régions où se parlaient plus de 40 langues aborigènes différentes. La déportation de 1670 personnes entre 1918 et les années 1960 a transformé l'île en une réserve dite de punition qui est devenue une sorte de baromètre des tensions sociales, raciales et politiques en Australie.

Le gouvernement a déplacé la population de l'île et des petites îles avoisinantes sur le continent afin de faire de la place pour la réserve de punition qui accueillit les dizaines de familles déportées de tous les coins de l'immense état du Queensland. Aujourd'hui les descendants compte envrion 3 000 personnes, mais certains sont partis et d'autres reviennent. Il y a aussi de nouvelles familles, originaires particulièrement des îles Torres, qui, du fait d'une éducation plus poussée, sont souvent engagées pour les postes administratifs, et gagnent ainsi plus d'argent. Cette situation crée des scissions sur l'île, voire même des abus de corruption. Une autre source de conflits est l'opposition avec les descendants des familles qui furent exilées de l'île sur le continent et que le gouvernement reconnaît comme les seuls gardiens de l'île habilités à négocier son avenir foncier. Cette opposition entre les propriétaires traditionnels (qui vivent pour la plupart sur le continent) et la population dite « historique » (descendants des déportés installés sur l'île) est envenimée par la position gouvernementale qui ne reconnaît que les droits fonciers des propriétaires traditionnels à condition qu'ils aient maintenus une continuité de pratiques culturelles.

Si l'on examine la raison des anciennes déportations, les charges sont rares : il y eut par exemple beaucoup de bébés, certains à la peau claire enlevés à leur mère par ce qu'ils avaient un père européen. La majorité de la population à Palm est toutefois très peu métissée. En fait, beaucoup d'adultes y furent amenés parce qu'ils résistaient à la colonisation ou simplement comme le dit avec conviction, l'actuelle leader de l'église catholique aborigène à Townsville, Mary James, une femme extraordinaire déportée sur l'île dans les années 1930 avec tout son clan depuis une zone de forêt pluvieuse des Tablelands: « *Je pense au fond qu'ils nous ont enfermés ici parce qu'ils voulaient la terre de nos forêts* ».

De fait, ces régions du Queensland étaient dans la première moitié du XXe siècle un véritable Eldorado pour les plantations de canne à sucre (qui d'ailleurs faisaient travailler dans leurs champs des Kanaks et autres insulaires du Pacifique Sud déportés eux aussi de leurs propres îles), les compagnies de bois et les fermes de bétail. Aujourd'hui ce sont plutôt les mines, et le tourisme qui font tourner les banques.

La réserve de Palm Island était gérée comme un camp de détention. Les Aborigènes n'avaient pas le droit de se rendre sur le continent. Des bébés étaient évacués sur une île annexe servant de léproserie, là en grandissant bien des petites filles furent violées par le personnel médical. : un film de la réalisatrice aborigène Donna Ives « Memory » raconte avec beaucoup de sensibilité ces traumatismes. Comme dans d'autres réserves et missions les garçons eurent aussi à subir des violences sexuelles de la part des administrateurs. Garçons et filles ne pouvaient s'adresser la parole entre eux. Ils étaient punis s'ils étaient vus ensemble. Filles rasées, garçons enfermés en cellule. Les jeunes devaient demander le droit de se marier à l'administrateur sans avoir le droit de se fréquenter avant cette demande. La viande, la farine et le thé étaient distribués au poids : l'insuffisance des rations fut une des raisons de la révolte des femmes en 1957. Les hommes demandaient une augmentation de l'argent qu'ils touchaient qui ne permettait pas aux familles d'acheter d'autres rations pour pallier à leur faim. Ils ont écrit une lettre de doléances adressée au gouvernement qui fut remise à l'administrateur par une trentaine d'hommes accompagnés de leurs femmes et enfants. Ils donnèrent un délai d'une semaine pour avoir la réponse du département des affaires aborigènes et décidèrent de faire grève en attendant. Lorsqu'un bateau arriva avec les vivres hebdomadaires, les grévistes furent très déçus de n'avoir aucune nouvelle, ils refusèrent de décharger les colis essentiellement destinés aux colons. Ceci fut filmé à l'époque et les images des Blancs peinant à porter leur bagages choqua l'Australie de l'époque. L'administrateur n'avait pas fait pas suivre les doléances mais il fit appeler la police qui arrêta 25 meneurs de grévistes : ils furent déportés de l'île et chacun envoyé dans une réserve différente du Queensland.

Lex Wotton, dont les parents furent déportés sur l'île Palm, plombier et père de cinq enfants, est présenté comme le présumé « ring leader » de l'émeute parce qu'il parla avec l'inspecteur et fit arrêter les jets de pierres. Il m'a raconté lors de son assignation à résidence à Townsville qu'il fut très impressionné étant enfant par un documentaire tourné dans les années 1970 avec les Aborigènes de Palm qui ont rejoué le rôle de leurs ascendants dans cette grève. Il découvrit ainsi que son peuple avait une histoire de résistance. Le titre de ce film célèbre, réalisé en 1975 par Alessandro Cavadini et son épouse, « *Protected* »

(« protégé »), désignait le système administratif colonial qui mettait tous les Aborigènes d'Australie sous la tutelle de « Protecteurs » de l'Etat, souvent des policiers, des magistrats, des missionnaires ou des notables qui avaient le droit de décider de la vie des gens. Ils décidaient les déplacements de population, les séparations des enfants de leurs parents, l'accord ou non des mariages entre aborigènes et avec de non aborigènes, la déportation en réserve de punition comme Palm, l'affectation des Aborigènes à des travaux forcés, au service des colons ou au fonctionnement des réserves, ainsi que l'attribution ou non de certificats permettant aux Aborigènes éduqués de devenir des citoyens. Jusqu'aux années 1970 en effet, les Aborigènes qui n'avaient pas ce certificat n'avaient ni le droit à un salaire, ni le droit de se déplacer librement hors des réserves, même lorsqu'ils étaient des sportifs de renommée internationale. Certains étaient payés, mais la plupart ne touchait pas l'argent versé par les employeurs directement aux Départements des « Protecteurs » : ceux-ci redistribuaient seulement une petite partie de ces salaires, essentiellement sous forme de nourriture, couverture et vêtements.

Avec les années, le Queensland a produit de nombreux militants aborigènes qui sont allés vivre partout en Australie. Plusieurs Aborigènes de Palm sont devenus travaillistes suite au séjour d'un Aborigène de Sydney qui est venu y vivre et lancer un petit journal local. (Bob Rossner). Il a écrit un livre *This is Palm Island* dénonçant – dans un style romanesque mais comme un manifeste – l'histoire et les abus de l'île des années 1970. Il prit notamment des photos des cellules de punition et de l'état des logements des travailleurs aborigènes qui, à l'époque, n'avaient pas de meubles et dormaient à même le ciment. En 1974 eut lieu une nouvelle grève, suivie en 1985 d'un départ de l'administration de la réserve et l'établissement d'un conseil aborigène qui a reçu un titre sur l'île du nom de DOGIT (Deed of Grant in Trust.).

Palm fut au coeur de l'actualité, dans les années 1990, quand, suite à la longue enquête de Roslyn Poignant (femme du photographe Axel Poignant), on identifia dans un musée américain les ossements d'un Aborigène qui faisait partie d'un groupe de 9 personnes qui avaient été enlevées de l'île en 1883 pour être exhibées comme des animaux dans un cirque ambulant à travers le monde pendant

trois ans. D'autres membres sont morts en cours de route ne furent jamais retrouvés, dont le plus jeune garçon disparu à Paris. Il fallut attendre 1996 pour les restes de l'homme décédé aux Etats-Unis soient retrouvés et ses ossements officiellement restitués par ce musée aux familles originaires de Palm. La restitution fut prétexte à la mise en oeuvre d'une cérémonie funéraire, impliquant entre autres le rite du « smoking », un feu odorant servant à fumiger les lieux et les participants pour les protéger de l'esprit du mort et assurer ainsi à celui-ci la paix de reposer dans la terre et l'au-delà. L'histoire de la famille enlevée de Palm, qui dormait dans des cages et était astreinte à manger de la viande crue pour plaire aux visiteurs, a fait l'objet d'une exposition itinérante « *Captive Lives* » présentée en 1993 à la Bibliothèque nationale de Canberra puis dans plusieurs pays. En France, le commissaire Roger Boulay inséra un immense panneau racontant cette histoire dans son exposition *Cannibales et Vahinéés* au MNAAO (Musée National des Arts Africains, Amérindiens et Océaniens) en 2001.

Depuis les années 1990 un mouvement appelé *Stolen Wages* (« Salaires volés »), lancé par une femme de Palm Island, Yvonne Butler – dont toute la famille est très active dans la transmission de la culture des groupes de la côte - a regroupé des centaines d'anciens travailleurs aborigènes pour revendiquer au gouvernement le paiement des salaires ainsi retenus. Le gouvernement a répondu par une offre de forfait de 3000 dollars par ancien travailleur. Or l'estimation des salaires dûs d'après les paiements faits par les patrons des fermes, les employeurs des domestiques noirs, les chemins de fer et les travaux publics employant des ouvriers aborigènes, etc. tournent en général autour de 30 000 dollars. Les plaignants ont pour la plupart refusé l'offre du gouvernement et se sont adressés à des avocats qui ont pris ces affaires en pensant gagner un pourcentage lors du paiement de ces sommes revendiquées. Trois ans après, personne n'a encore gagné une de ces revendications. Le parti travailliste a soutenu la campagne de revendication des salaires « volés » aux Aborigènes en imprimant des cartes préécrites à signer pour envoyer au Gouvernement du Queensland. Le premier ministre de l'Etat a fait répondre une lettre à chaque signataire expliquant que les personnes qui demandent compensation feraient mieux d'accepter les 3 000 dollars car comme elles sont âgées elles ne verront pas leurs procès aboutir.

Lex Wotton, qui attend son procès pour l'émeute, avait démissionné de l'ancien conseil de Palm Island pour dénoncer sa corruption. Il a une analyse très critique du système de dépendance gouvernementale qui empêche une véritable autogouvernance aborigène :

*Pour ce que j'ai compris, la grève (de 1957) concernait la question des salaires, et la demande d'un traitement juste (being treated fairly). La communauté à l'époque ne pouvait (par exemple) marcher dans certaines zones de l'île (réservées aux Blancs). Bon aujourd'hui avec les droits territoriaux, on peut faire un plan pour le Native Title (tite foncier autochtone) mais on n'a toujours pas de droits minimaux (par exemple pour avoir un bail sur les terres de l'île et monter une quelconque entreprise). Oui économiquement nous sommes très dépassés.*

(...)

*J'ai des interactions avec les anciens qui ont participé à la grève mais je n'ai jamais parlé de ce qui s'est vraiment passé. Même dans la communauté elle-même, car elle est tellement opprimée. Elle vit au jour le jour sur ce qui se passe autour d'elle et non pas par rapport au monde plus large. Ce que les gens (de Palm) voient du monde est à la télévision et la plupart du temps n'est pas exprimé de la manière dont nous le faisons quand nous sortons sur le continent (mainland). Ils viennent juste pour la journée de shopping ou pour le travail, et ils prennent le ferry pour rentrer. C'est tout ce qu'ils connaissent loin de chez eux. C'est un style de vie accepté.*

(...)

*Je sens que le gouvernement sait et croit que c'est la meilleure façon de les maintenir dépendants du gouvernement. Les familles ne se sont pas trop ouvertes sur les droits de l'époque. C'est une histoire qui doit être racontée et enseignée par les gens qui l'ont vécu et en ont fait l'expérience. J'entends beaucoup de choses par ma belle-famille (in-laws) sur ce qui s'est passé à l'époque. Les parents de ma femme étaient parmi ceux qui luttèrent pour les salaires. Des années plus tard ils ont obtenu satisfaction.*

(...)

*Aujourd'hui en grandissant nous voyons des choses qui pour moi ne sont pas justes. Avec l'oppression, il y a vous savez le manque de logements, de métiers, tout ce qu'il y a à faire. Les problèmes sociaux dans cette communauté existent car quelqu'un ne fait pas ce qu'il devrait, mais ce « quelqu'un » ou cette « chose » croit que c'est la manière dont les gens ici devraient être traités. Quand on regarde la colonisation et son génocide, le génocide continue mais sous une autre forme.*

Je suis en train de mettre en écho la médiatisation stigmatisante des Aborigènes avec l'observation quotidienne pendant l'année 2005 et des entretiens menés auprès de divers Aborigènes. Au rythme des audiences des dépositions des témoins à charge – policiers, habitants de l'île majoritairement aborigènes et insulaires de Torres – les suspects de l'incendie sont en effet apparus comme de plus en plus « remarquables ». Vingt hommes et trois femmes, dont une grand-mère arrêtée pour insulte à agent après l'arrestation de son fils, Lex Wotton, le présumé leader de l'émeute. Le procès devait avoir lieu en avril 2006, au terme espéré de l'enquête judiciaire sur la mort en garde-à-vue qui – d'après de nombreux observateurs – devrait inculper le policier comme responsable de cette mort et ainsi dédramatiser l'inculpation des émeutiers. Du fait de l'incendie de la station de police, ils risquent la prison à vie pour leur réaction à cette injustice. En juin 2006, l'enquête et le procès étaient à nouveau repoussés.

Jusqu'à ce jour, seuls deux Aborigènes ont été disculpés. David Sibley, dont la femme eut une naissance prématurée peu après de son arrestation, fut libéré six mois plus tard, en partie grâce à des images tournées par la télévision où il apparaissait comme essayant de calmer son beau-frère, Lex Wotton, qui marchait en colère vers la station de police. Invité à parler de son expérience à l'Université James Cook, David Sibley a rappelé que des émeutes raciales avec des migrants dans les villes du sud de l'Australie peuvent durer pendant des jours, les affrontant provoquant des blessés ce qui ne fut pas le cas de la supposée émeute de l'île Palm. Or l'accusation d'atteinte aux biens de l'Etat a été utilisée à Palm et jamais dans les émeutes violentes des villes du sud. Le paradoxe est que dans le cas de Palm Island, la police a fait appel à une brigade d'intervention d'urgence, entraînée pour gérer des attentats terroristes. C'est ainsi que cette image de

terroriste, sans doute pour la première fois dans l'histoire de l'Australie, a été projetée sur les Aborigènes. Le faux amalgame Aborigènes/terroristes se nourrit probablement de la montée d'une politique sécuritaire vis à vis de ce qui est perçu comme une menace de « l'Autre », qu'il soit autochtone ou étranger : il y a deux ans, les Aborigènes d'Australie qui avaient perdu leur ministère propre, étaient d'ailleurs passés sous la tutelle du Ministère de l'immigration.

Au fur et à mesure des semaines des audiences d'examen des témoins à charge en 2005, des journalistes, des policiers ou des gardes de la sécurité se sont étonnés de la « civilité » des accusés. Après le premier mois de prison, ceux-ci avaient obtenu la liberté surveillée avec des conditions très dures : interdit de retourner sur leur île, couvre feu de 7 heures du soir à 7 heures du matin, obligation de se signaler au commissariat central tous les jours, interdit de cohabiter et de se réunir (y compris une mère et son fils de 14 ans, ou bien que deux suspects puissent se rendre dans la même voiture au commissariat). Ils étaient aussi harcelés chaque nuit par les rondes de nuit, finissant par quitter les familles qui les accueillaient en ville pour ne plus les déranger. Certains se retrouvèrent ainsi vite à nouveau en prison pour n'avoir pas respecté ces conditions : toutefois ils assistaient systématiquement aux audiences, cherchant à voir en face leurs accusateurs avec l'espoir que la vérité se ferait jour. Je vis le jeune de 14 ans étudier les transcriptions des accusations comme il n'avait jamais étudié à l'école ! Il faut dire que les Aborigènes impliqués dans la machine judiciaire, qui n'ont pas dépassé l'école primaire et souvent ont du mal à lire, connaissent beaucoup plus de droits et de procédures juridiques que beaucoup d'autres citoyens. Les audiences ont été un véritable révélateur pour les inculpés. Une nouvelle solidarité s'est créée entre eux, une manière de retrouver un peu de « self-esteem » grâce à la collaboration avec leurs avocats : un nouvel espoir pour décoller des conflits qui déchirent l'île Palm depuis des années.

Divers journaux ont titré en première page une photographie de Lex Wotton assis avec les bras en croix comme un Christ devant un défilé de 2000 personnes marchant en silence pour soutenir les inculpés de Palm et rendre hommage au mort en garde-à-vue. La foule s'est émue de le voir, et la soeur du disparu avec quelques autres militants et des enfants peints qui dansaient au

rythme du didjeridu en ouverture du cortège se sont lancés vers lui. La soeur de Doomadgee a dit « You are my warrior ! » (Tu es mon guerrier !). La presse a voulu l'accuser d'avoir failli aux conditions de sa liberté surveillée qui lui interdisaient de participer à tout rassemblement collectif. Il a répondu qu'il était tout simplement assis devant la station de police où il devait se présenter chaque jour – comme les autres suspects - en raison de sa liberté surveillée. La presse a aussi ironisé sur le fait que la marche n'était pas silencieuse puisqu'elle fut suivie d'un rassemblement. Or justement l'absence de slogans criés par le défilé avait fait une très forte impression sur les gens dans la ville qui s'attendaient tous à ce que ça dégénère.

La marche de décembre 2004 fut donc suivie d'un rallye dans le parc de la ville ou pendant des heures des hommes et des femmes ont témoigné s'incitant les uns et les autres à passer à l'action, pas seulement vis à vis du gouvernement mais aussi pour reprendre l'avenir de leur communauté, souvent confrontée à d'énormes problèmes sociaux. Assise dans la foule, j'avoue avoir été extrêmement touchée ne m'attendant pas à entendre autant de douleur, d'analyses très articulées et de projets constructifs, témoignant d'une nostalgie de solidarité perdue depuis une génération. La manifestation avait été organisée par divers militants locaux du groupe de justice aborigène, de la radio aborigène de la région (4K1G= ce qui sonne comme « For Kwanji », héros de la résistance coloniale). Le meeting de préparation s'était tenu avec quelque 400 participants dans l'église catholique aborigène de la ville de Townsville. Ce samedi matin là, les habitants non aborigènes du quartier s'étaient fait passer le mot qu'il fallait se cloîtrer chez soi et cacher ses voitures dans les garages, car un millier d'Aborigènes allaient « descendre » sur l'église pour tout casser. Il n'y eut aucune violence. En revanche, pendant ces heures de discussions collectives, les uns et les autres firent leur auto-critique pour essayer de comprendre comment ils en étaient arrivés à ce stade de démobilisation depuis quelques années. Un Maori dansa même pour dire à ses alliés aborigènes qu'il fallait qu'ils retrouvent leur âme guerrière. Du rallye, la presse ne retint qu'une seule chose le speech d'un activiste, Yanner Murradoo, cousin de Mulrunji Doomadgee, la victime de la mort en garde-à-vue, qui était arrivé du nord du Queensland pour inhumer le corps et soutenir le mouvement.

Son speech fut un appel à l'action dans un style tellement flamboyant et « guerrier » – il faisait appel aux systèmes traditionnels de « payback » par sorcellerie – que certains politiques félicitèrent sa potentialité de leader.

La mère de celui qui est perçu comme le meneur de l'émeute, Agnès Wotton, et sa soeur cadette Fleur qui a 20 ans, sont également inculpées, mais elles ont été autorisées à rester vivre sur l'île – sauf au moment des audiences pour lesquelles elles devaient résider en ville. Elles ont repris le thème du guerrier sur une grande bannière qu'elles ont peinte avec la liste de tous les hommes arrêtés. Cette bannière a été dressée sur l'île devant tous les médias au moment où a commencé l'enquête judiciaire sur les conditions de la mort en garde-à-vue. Nous aurons l'occasion à la fin de la séance de voir Agnes et Fleur dans un film que j'ai tourné avec elles.

L'image du guerrier affirme une nouvelle identité qui à la fois s'ancre sur une tradition de luttes (telles les grèves de 1957 et 1974 à Palm) mais aussi des héros locaux plus anciens qui ont jalonné l'histoire colonial du Queensland.

Parmi les 50 langues représentées sur l'île, une trentaine de Kalkatungu y ont été déportés. Or il s'agit d'une tribu de la frontière du territoire du Nord qui fut presque entièrement exterminée lors d'une bataille opposant 600 guerriers avec lances de bois et boomerangs à la police indigène montée à cheval et armée de fusil. Cet affrontement de 1884 est perçu comme un épisode d'une longue guerre de résistance. Il est devenu l'objet d'un culte célébré sous forme d'une cérémonie secrète, non seulement par des groupes voisins, qui ont adopté quelques enfants ayant fui la région, mais aussi par des tribus aborigènes très éloignées, notamment dans le désert, qui ont reçu ces rituels par les chemins d'échanges traditionnels unissant des tribus de langues différentes séparées par des centaines de kilomètres. Ces chemins de commerce d'outils, armes, chants et rituels sillonnaient en réseau toute l'Australie et fonctionnaient encore de manière efficace – malgré tous les changements – dans les années 70. Ils servirent notamment à assurer des solidarités politiques, par exemple lors de l'opposition nationale au forage pétrolier d'une réserve du Kimberley dans le nord de l'Australie en 1980.

Depuis 30 ans beaucoup d'anciens qui maîtrisaient ces chemins d'alliance sont décédés. J'ai eu la chance et l'honneur d'en rencontrer un certain nombre dans le désert central en 1979 et dans les années qui ont suivi. Ces hommes et ces femmes m'ont appris à penser la situation contemporaine avec le recul de leur enseignement. Beaucoup de jeunes leaders cherchent à trouver un ancrage dans ces enseignements pour mieux répondre aux problèmes de la globalisation et de l'incroyable bureaucratie qui les étouffent depuis les années 1970.

Le paradoxe est qu'à la fin des années 1970, le passage d'une première loi sur les droits à la terre en 1976 (qui ne s'appliquait qu'au territoire du Nord) ouvrit la porte de principe à la reconnaissance des droits fonciers autochtones et à la politique dite de *self-determination*. Or, les autochtones se sont en fait retrouvés « *desempowered* » (dépossédés de leur pouvoir) dans leurs communautés locales. Du temps des missions (jusqu'aux années 1970), ils savaient à peu près vivre en autarcie avec toutes les compétences requises pour gérer de petites municipalités : jardins, bétail, commerce, boulangerie, maisons équipées de plomberie et d'électricité, école et dispensaire, sans avoir besoin de cadres non aborigènes.

Or, les nouvelles normes gouvernementales ont transformé cette autosubsistance en une dépendance à l'égard des fonctionnaires et des sous contractants qui ont repris toutes les activités de travail, vouant les Aborigènes à l'argent « pour rester assis » comme ils appellent ironiquement les allocations de chômage. Les Aborigènes ne pouvaient plus être instituteurs de leur classe dans leur langue car ils n'avaient pas les diplômes reconnus par l'Etat, les femmes ne pouvaient plus accoucher dans les communautés car elles devaient aller à l'Hôpital en ville, on ne pouvait plus construire sa maison, ou réparer la plomberie car il fallait suivre de nouvelles normes maîtrisés par des ouvriers spécialisés non aborigènes. Toute une génération se trouva ainsi complètement niée dans le savoir avait appris au nom de l'assimilation au mode de vie des colons. Leurs enfants se sont retrouvés face à la télévision, des programmes de formation jamais aboutis faute d'éducateurs, l'alcool, la drogue et toutes sortes de violences sans cesse ponctuées par le harcèlement racial des non Aborigènes.

## LE BAL DES ANCIENNES « DEBUTANTES » : VICTIMES ET SUJETS POLITIQUES

Quelques semaines après la mort-en grade-vue et avant que le deuxième rapport d'autopsie ne soit rendu public, le premier Ministre du Queensland, Peter Beatie, offrait au conseil aborigène de Palm Island de lever une dette de 800 000 dollars s'ils acceptaient d'inaugurer la nouvelle salle de sport construite pour les jeunes et gérée par la police (PCYC). Le conseil refusait en effet d'inaugurer ce bâtiment tant que l'enquête judiciaire n'était pas terminée. Malgré ce refus, le Ministre est venu sur l'île et a convoqué le conseil avec cette proposition. Le conseil refusa la levée de la dette et dévoila à la presse ce « chantage » à l'inauguration de la salle de sport, en expliquant : 1) que cette dette était celle du conseil précédant qui précisément avait été démis de ses fonctions pour sa mauvaise gestion et 2) que les gens de l'île n'étaient pas prêts pour de telles célébrations, 3) la salle de sport ne pouvait masquer les vrais problèmes : le besoin de logements quand des maisons délabrées abritaient 17 personnes.

Les gens de l'île avaient aussi refusé l'inauguration parce qu'ils étaient en deuil. Ils ne voulaient rien fêter tant qu'ils n'avaient pas de résultat de la nouvelle autopsie (cela prit plus de deux mois) et la promesse d'une enquête judiciaire. Celle-ci a commencé trois mois plus tard et n'est toujours pas finie, alors qu'un an et demi a passé avec des faits révélés au public qui ne semblent pas innocenter le policier. Les proches de Doomadgee ont célébré une cérémonie de fumigation, tournant en cercle dans la fumée d'un feu ; sa soeur se couvrit les mains d'ocre et marqua d'empreintes et de lignes les ruines des bâtiments brûlés pour libérer l'esprit de la victime. Les accusés de l'émeute du 26 novembre 2004 risquent la prison à vie pour la destruction d'un bâtiment de l'Etat, symbole d'une justice qui fonctionne trop mal depuis des années. Personne n'a été blessé, mais les Aborigènes font peur à une certaine population blanche.

Selon certains, la station de police a brûlé car elle ne pouvait rester là comme trace de cette mort. Cela faisait quatre ans que ces vieilles baraques devaient être démolies et étaient en très mauvais état. Les règlements de conflits traditionnels ont leurs protocoles : le différend doit être effacé au terme de l'affrontement, pour pouvoir passer à autre chose. C'est une telle réconciliation

que les Aborigènes demandent à corps et à cris au gouvernement australien aujourd'hui: pourquoi ne prend-il pas les moyens d'entamer ce processus salubre ?

L'accusation de corruption du premier Ministre par le Conseil de Palm pour son chantage à l'inauguration de la salle de sport et des fêtes, a été examinée par la commission du Queensland qui a conclu qu'il n'avait pas d'illégalité : Peter Beattie n'aurait peut-être pas du leur proposer de lever une dette de 800 000 dollars mais cela n'est pas de l'ordre de la corruption. Par contraste, la ministre des affaires aborigènes de l'Etat, Liddy Clark, a été contrainte de démissionner peu après l'émeute parce qu'elle avait « offert » de payer deux billets d'avion entre Townsville et l'île pour inviter comme médiateurs deux activistes aborigènes liés aux habitants de l'île mais vivant ailleurs. Bien qu'ils n'aient pas pris l'avion pour cette réunion, l'offre des billets a été jugée comme de la corruption, faisant les gorges chaudes de la presse et des foyers pendant toutes les vacances de Noël 2004. Il faut préciser que cette ministre avait réussi à obtenir une certaine confiance des leaders aborigènes notamment quant à la mise en place de programmes pour tenter de résoudre le problème de l'alcoolisme. Son départ fut ainsi regretté par les Aborigènes qui le dirent à la presse, la voyant comme « un black sheep » sacrifié (bouc émissaire).

Pour finir j'aimerais vous montrer un prémontage non terminé que j'ai fait avec un cinéaste aborigène enseignant à James Cook University, Ralf Rigby. J'ai filmé le 24 septembre 2005 sur l'île un bal qui a été organisé par les anciennes de l'île afin, entre autre, de montrer que les Aborigènes de Palm ne sont pas que du gibier pour policiers. La narratrice principale du film est Agnes Wotton, la grand-mère inculpée, avec son fils Lex et sa fille Fleur, pour l'émeute de novembre 2004. A Palm, seule Agnes et quelques autres grand-mères avaient eu l'occasion du temps de la mission de participer à cette coutume très australienne – toujours en vigueur consistant à clore la dernière année de lycée par un bal des débutantes, en robe longues. Agnes gagna à seize ans le prix de la Belle du bal du lycée catholique de l'île.

Le bal de 2005 eut lieu symboliquement dans cette salle de sport « offerte » par la police et qui avait été boycottée par le conseil aborigène de l'île qui demandait une commission d'enquête sur la mort en garde-à-vue. Les anciennes ont estimé que – même si l'enquête judiciaire n'avait toujours pas abouti – l'évolution des mois passés permettait d'utiliser cet espace. L'enjeu du bal était politique au sens large. Les répétitions du bal se sont étalées sur des semaines précédant la soirée, se déployant envers et contre la rage nocturne qui chaque nuit secoue l'île avec sa horde d'alcooliques et de violences domestiques. Faire un bal de débutantes pour les anciennes marquait quelque chose de leur désir – non pas d'intégration parce que le mot peut être discuté pendant des heures – mais du droit à vivre en Australie comme des citoyens à part entière : « Si vous pouvez accrocher des tableaux aborigènes sur vos murs, et bien nous on est capables de danser vos danses, parce que nous voulons que les enfants ne soient pas rejetés de l'école. ».

Toute la communauté de Palm a perçu le bal comme une victoire contre l'impossible. Des dizaines de copies des rushes du tournage ont circulé dans les familles de l'île et en ville. Mais les médias n'ont rien relayé et aucun journaliste ne s'était déplacé tant cet événement ne correspondait pas à l'image attendue des Aborigènes. Le succès du bal fut un tel succès que plusieurs communautés aborigènes ont invité les anciennes de Palm à venir en organiser un chez elles et leur apprendre à danser.

Dans le film, on voit le député représentant le parti travailliste dans la région, Michael Reynolds, louer cette initiative comme son « meilleur bal ». Une vieille dame se lève très digne, et se tourne vers la salle en pointant le gymnase : « Maintenant on a le hall » et elle lance « *What next ?* (Quoi ensuite ?) » Se tournant vers le député, elle le pointe du doigt et dit : « *We are all going to be pushed off the island !* » (on va tous être chassés de l'île !). Michael Reynolds rigole, se tourne vers sa voisine, une autre ancienne de l'île et dit : « *Probably !* » (probablement).

Trois mois plus tard, alors que l'île souffrait d'une sécheresse telle que les habitants étaient appelés à se laver dans la mer et boire de l'eau en bouteille, un politique annonçait à la télévision que le seul remède à la sécheresse, à

l'alcoolisme et aux violences de l'île, était que les 3 000 Aborigènes soient tout simplement déportés de l'île vers le continent. Pourquoi ? Sans doute parce que c'est une île tout à fait paradisiaque, dont le paysage attire un certain nombre d'entreprises qui auraient envie d'y construire des hôtels pour les touristes, tout comme sur une autre île, Magnetic Island, où il n'y a presque plus d'Aborigènes.

Un mythe local raconte que la rivière Ross qui traverse la ville de Townsville est un serpent qui a avalé une jeune fille qui se refusait à lui. Comme la jeune fille qui se refusait au Serpent, les Aborigènes ont tenté pendant des décennies de refuser les séductions de l'Occident. Ils ont été capturés par le système colonial, déportés, enfermés sous le régime dit de l'assimilation. La jeune fille fut vomie par le serpent et s'est retrouvée le corps et la tête séparés sous forme de deux îles – Palm et Magnetic – au large de la barrière de corail. Les Aborigènes ont aussi été déchirés en deux, décapités au nom de leurs visions du Dreamtime, perçus comme une philosophie de haute volée qui nous séduit à travers les fantastiques peintures aborigènes, la musique vibrante et les danses des corps peints censés nous emporter dans l'imaginaire de nos origines. La société aborigène est déchirée : la pensée d'un côté, tête flottant dans une nous faire rêver, le corps social de l'autre, dont les souffrances et les tentatives multiples de survie sont sans cesse bafouées. L'assimilation n'a pas marché : le serpent de la colonisation et de la consommation n'en finit pas de régurgiter de l'apartheid à la place d'une alliance invoquée du tréfonds de l'esprit de ce qu'un anthropologue des années trente, Loyd Warner, décrivit comme une « civilisation noire ». C'est bien d'une civilisation qu'il s'agit, à l'heure où malgré leurs métissages divers les populations autochtones des quatre coins du monde se reconnaissent entre elles une vision commune dont dépend la survie d'une diversité culturelle aussi vitale que la diversité biologique.

*« The first thing that needs to take place is that the community needs to get together. The whole community sit down and discuss whether we need a council, whether we need alcohol, whether we need all these other things and start to come to some agreement and put it on paper that this is what the community is saying: one part of the community is saying this, and another this, so we need to solve our own problems. And we need to start to Reconcile in our differences also.*

*It's a learnt process, put our anger, our frustration against one another out, our hate towards one another is a learnt process, some of this is a generational stuff too. We need to put aside those differences and look forward. There is a saying eh: "Children are our future" but we do nothing about it, the future. At this present moment we do nothing about it. We need to change things and make things work. We know we got to do it on our own without government interference and that, when we have all these things in the right place, then the government needs to start pay some real action towards making sure that we will reach these goals. »*

(Lex Wotton, avril 2005, Townsville)

Lex Wotton, sa mère Agnes, sa soeur Fleur et vingt autres Aborigènes de Palm Island risquent la prison à vie pour avoir osé dire non à l'injustice sociale. Un an et demi après leur arrestation, tous attendent encore leur procès, alors que l'enquête sur la mort en garde-à-vue de Mulrinji Doomadgee, retrouvé le 19 novembre 2004, le foie coupé en deux et la rate perforée, est à nouveau repoussée.

A ce jour du 30 juin 2006, où le Conseil des Droits humains vient de voter par 30 voix contre 2 (et 12 abstentions) l'adoption de la Déclaration des Droits Autochtones (*Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*), on ne peut qu'espérer que l'Australie se mettra plus à l'écoute de ses peuples autochtones dans le respect de la justice sociale et des droits humains.

**Le Social Justice Commissionner aborigène, Tom Calma, vient de déclarer :** *« It is my hope that the Australian government will join with the overwhelming majority of nations around the world in endorsing the Declaration at the General Assembly and work with Indigenous peoples in Australia to faithfully implement its provisions. »*

**For further information:**

**The Declaration can be downloaded from the HREOC website at [http://www.humanrights.gov.au/social\\_justice/drip/index.html](http://www.humanrights.gov.au/social_justice/drip/index.html)**

Principais Publicações de Barbara Glowczewski :

1989. Les Rêveurs du désert aborigènes d'Australie, les Walpiri. Paris : Plon ( version poche dans la collection Babel, Actes Sud en 1991),  
1991 Du Rêve à la loi chez les Aborigènes : mythes, rites et organisation sociale en Australie. Paris : PUE.  
1992 Yapa : peintres aborigènes de Balgo et Lajamanu, catalogue de l'exposition Beaudoin-Lebon.  
2004. Rêves en colère : alliances aborigènes dans le Nord-Ouest australien, . Paris : Plon (collection " Terre humaine " )  
2000 CD-rom, Pistes de rêves : art et savoir des Yapas du désert australien, Unesco publishing.

Barbara Glowczewski  
Directrice de recherche au CNRS  
Laboratoire d'Anthropologie sociale  
Collège de France  
52 rue du Cardinal Lemoine  
75005 Paris  
FranceTél. 33 (0)1 44 27 17 57  
Fax 33 (0)1 44 27 17 66